



Enquête flash

POLITIQUE DE LA VILLE : LES NOUVELLES PRATIQUES DES COMMUNAUTÉS ET MÉTROPOLIS ÉLABORATION DES CONTRATS DE VILLE

Dans la phase préparatoire à l'élaboration de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) avait lancé une enquête auprès des communautés et métropoles de France afin de recueillir vos pratiques et recenser les enjeux d'amélioration et d'approfondissement des actions menées à l'échelle intercommunale. C'est en grande partie sur la base de ce travail d'enquête que les élus de l'AdCF ont structuré les positions de notre association dans la démarche de concertation "Quartiers : engageons le changement", puis au fil des débats parlementaires.

Les résultats de l'enquête sont consultables via le lien suivant : http://www.adcf.org/files/AdCF_Enquete_PolitiqueVille_fev2013.pdf

A présent que la loi est votée et que la plupart des communautés et métropoles sont à un stade avancé de l'élaboration des contrats de ville, l'AdCF entreprend un nouveau travail d'enquête, plus qualitatif, afin de repérer les premiers retours d'expérience d'un portage intercommunal renforcé mais également les éventuels freins et difficultés constatés que nous pourrions relayer auprès des pouvoirs publics nationaux, les ministres en charge de la ville, le Commissariat général à l'égalité des territoires et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Deux occasions nous serons en effet données de capitaliser les remontées que vous voudrez bien nous transmettre :

- le 29 mai prochain, l'AdCF organise la 11^{ème} journée des présidents d'agglomérations et de métropoles dont les débats de l'après-midi seront consacrés aux enjeux de cohésion urbaine - <http://www.adcf.org/files/Club-des-Agglos/prog-jee-psd-urbains.pdf>
- le 24 juin prochain, l'AdCF organise un atelier du club des agglomérations et métropoles consacré à la mise en œuvre de la politique de la ville dont le programme définitif sera diffusé prochainement - <http://www.adcf.org/files/THEME-Insitutions-et-pouvoirs-locaux/agenda-agglo-2015.pdf>

Nous vous remercions dès lors de bien vouloir nous adresser par retour de mail à d.denizot@adcf.asso.fr vos réponses aux questions ci-dessous et vos éventuelles remarques complémentaires. Afin de proposer une première synthèse de vos réponses lors de la journée des présidents d'agglomérations et de métropoles du 29 mai prochain, nous vous serions reconnaissant de bien vouloir noter le caractère d'urgence de cette sollicitation en concentrant le cas échéant vos réponses sur les sujets les plus importants sur vos territoires.

Q1. Les contours des quartiers prioritaires de la politique de la ville définis sur votre territoire vous semblent-ils cohérents ? Les territoires sortants en "veille active" font-ils l'objet d'une prise en compte satisfaisante dans le contrat de ville ?

...

Q2. A quelle phase de l'élaboration du Contrat de ville en êtes vous et quel est le programme prévisionnel de son achèvement et les éventuelles difficultés rencontrées ?

...

Q3. Comment votre communauté/métropole se saisit-elle de son rôle de coordination de l'élaboration du contrat de ville (y compris le nouveau programme de renouvellement urbain si votre territoire est concerné) ? Cela génère-t-il une plus-value pour la mobilisation des compétences intercommunales de "droit commun" ?

...

Q4. Comment s'organise l'articulation entre communautés et communes, notamment dans l'organisation des maîtrises d'ouvrage pour la mise en œuvre du contrat de ville mais également en terme d'organisation des équipes projet (mise en réseau des équipes de développement social urbain, mutualisation, mise à disposition de personnel) ?

...

Q5. Dans la phase d'élaboration des contrats, estimez-vous que la mobilisation des acteurs est satisfaisante (conseils départementaux et régionaux, services de l'Etat dans leur diversité, pôle emploi, CAF, ARS, police/gendarmerie, associations, etc.) et qu'elle débouchera sur une mobilisation renforcée des financements de "droit commun" ? Dans l'hypothèse contraire quels sont les freins à cette mobilisation ?

...

Q6. Pensez-vous pouvoir compléter votre contrat de ville par un financement européen de type Investissement territorial intégré ou provenant de l'axe urbain du programme opérationnel de votre région ?

...

Q7. Avez-vous engagé l'élaboration du "pacte financier et fiscal de solidarité" qui doit être annexé au contrat de ville ? Si oui, quelles sont les principales orientations retenues ?

...

Q8. Quel est l'état d'avancement de la "convention de mixité sociale" rattachée au contrat de ville ? Le lien est-il fait avec une évolution des politiques d'attribution et de mixité ?

...

Q9. Quels sont les instruments prévus par le contrat de ville pour le développement économique des quartiers et l'emploi de leurs habitants (foncier, action sur la trame commerciale de proximité, structuration des réseaux d'appui à la création d'entreprises, formation et qualification des habitants en lien avec les besoins des entreprises, etc.) ?

...

Q10. Quels sont les premiers retours sur les Conseils citoyens ?

...